

Radhi Meddeb : La Tunisie a besoin d'un rêve crédible

LE MAGAZINE DE L'AFRIQUE
31 JUILLET 2018

Acteur de la vie économique tunisienne, auteur du *Désenchantement du jasmin*, Radhi Meddeb souhaite que les politiques en reviennent aux fondements de la Révolution de 2011, notamment ses revendications sociales et économiques.

Entretien avec Hichem Ben Yaïche et Guillaume Weill-Raynal

Pourquoi ce titre, *Le Désenchantement du jasmin* ?

Dès les premiers jours qui ont suivi la révolution dite « du jasmin », en janvier 2011, comme la plupart des Tunisiens, j'étais « enchanté ». J'étais heureux : enfin, je pouvais répondre à mes amis européens qui parlaient de la Tunisie comme d'un pays sympathique mais politiquement « fossilisé » dans lequel il ne se passerait jamais rien. Je pouvais enfin leur dire que la Tunisie était capable de se lever seule, sans l'aide de qui que ce soit, pour renverser un régime dur et violent.

Plusieurs années après, je considère que tous les ingrédients qui étaient derrière la révolution ont été occultés par les politiques : les multiples exigences, longtemps insatisfaites, pour plus d'opportunités économiques et de meilleures conditions sociales n'ont reçu aucune réponse significative ou satisfaisante. Comme après une nuit où nous aurions rêvé des plus belles choses, nous nous réveillons désenchantés. Nous comprenons que la réalité est bien plus compliquée que celle dont nous avons hérité le 14 janvier 2011.

Justement, n'est-il pas préférable de prendre conscience de la dureté du réel ?

Je répondrai à deux niveaux. Premièrement, je ne suis pas sûr que nous ayons avancé sur la voie de la démocratie depuis janvier 2011, contrairement à ce refrain que tout le monde claironne et que l'Occident nous chante : « *Vous avez été exemplaire, vous avez réussi la transition politique* », etc. Certes, la Constitution est truffée de droits, de libertés,

même si, jusqu'à présent, plusieurs d'entre eux n'ont toujours pas connu un début de réalisation.

Comment peut-on parler de démocratie dans un pays qui, plusieurs années après avoir fait sa révolution et avoir adopté une nouvelle Constitution, ne dispose toujours pas des institutions fondamentales prévues ? Je pense notamment à la Cour constitutionnelle qui n'a toujours pas été mise en place, alors que les délais prévus sont largement dépassés. L'instance qui devait s'occuper du développement durable et des droits des générations futures n'est toujours créée non plus. C'est la seule instance à avoir un rapport avec l'économie, et visiblement, l'économie n'intéresse pas nos politiques. Il ne s'est rien passé.

Le deuxième élément de ma réponse, c'est qu'aucune démocratie ne peut se constituer lorsque les conditions économiques et sociales se dégradent. Le président de la République, lui-même, aime à citer Saint Thomas d'Aquin : « *Il faut un minimum de confort pour pratiquer la vertu !* »

L'une des causes profondes de la crise tunisienne, ne vient-elle pas d'un déni, d'un refus de voir la réalité de cette « révolution » ? Certains jugent d'ailleurs que ce n'est pas une révolution...

Je ne partage pas ce sentiment. Nous avons tout de même vécu un moment fort de rupture politique dans l'Histoire de la Tunisie : une dictature a été balayée par la volonté du peuple ! Mais il est vrai que la manière dont le pays a été géré par la suite n'a pas permis de répondre aux exigences de ce soulèvement. Le danger est que les mêmes causes produisent les mêmes effets. Ce soulèvement reposait sur trois causes fondamentales.

La première était une exigence de plus grandes opportunités économiques. C'est-à-dire, à la fois, une demande d'emplois dignes en rapport avec les aspirations et les capacités des jeunes, et surtout des jeunes diplômés, mais aussi la possibilité d'entreprendre, de pouvoir réaliser le plus petit projet de créer son propre emploi. Ce jeune vendeur ambulant qui s'était immolé par le feu ne demandait rien à personne, il ne cherchait pas un emploi. Il voulait seulement exercer une activité économique. On lui a opposé des dispositions réglementaires et bureaucratiques, doublées d'une forme de corruption insidieuse. Aujourd'hui, cette exigence de plus grandes opportunités n'est pas satisfaite. Nous avons même reculé.

Les dix gouvernements qui se sont succédé au pouvoir en Tunisie de 2011 à 2018 se sont toujours occupés de la chose politique et très peu de la chose économique, sinon des pis-aller et des ravalements de façades d'immeubles, sérieusement dégradés en profondeur.

Qu'est-ce qui explique cette forme de myopie de la classe politique, cet éloignement des causes de ce qui s'est passé en 2011 ?

La classe politique traditionnelle – ancienne ou nouvelle, qu'elle se trouvât, en 2011, dans le pays, en exil, dans la légalité ou dans la clandestinité –, s'est montrée incapable de définir un projet économique et social pour le pays. J'ai eu, à cet égard, l'occasion de discuter avec un haut responsable d'Ennahdha, le parti le plus structuré, aujourd'hui au pouvoir, qui m'a dit : « *Nous nous sommes concentrés, les trente dernières années, sur les exigences politiques, nous étions à mille lieues de penser que nous allions accéder au pouvoir du jour au lendemain : l'économie, pour nous, est un continent impensé.* » C'est l'expression qu'il avait utilisée.

J'ai eu des discussions, dès février 2012, avec ceux qui allaient devenir les plus hauts responsables de Nidaa Tounes, qui m'avaient répondu « *le moment est éminemment politique, la réponse est politique, l'économie est technique, son temps viendra plus tard* ». C'est un autisme complet, c'est une méconnaissance totale des réalités et des modes de gestion des pays aujourd'hui dans le monde!

La Tunisie a-t-elle les moyens de faire face à cette situation d'urgence particulière ?

La situation est aujourd'hui beaucoup plus compliquée qu'elle ne l'était en janvier 2011. Nous avons alors des marges de manœuvre sur les plans politique, économique, financier... Mais nous avons cassé toutes les tirelires. La situation est compliquée mais le redressement reste possible.

Rien ne l'indique.

Effectivement, nous ne sommes pas en train d'aller dans cette voie-là. Il faudrait que la classe politique au pouvoir s'imprègne des exigences qui étaient celles de la Révolution, les fassent siennes, qu'elle mette en avant l'économie et le redressement économique du pays, seul créateur de valeur, pour permettre une amélioration des conditions sociales. Cela ne pourra se concrétiser que par la mise en œuvre d'une politique d'inclusion et de participation de tous, par l'appropriation d'un projet décliné clairement par les responsables et par toutes les parties prenantes de la population.

Le cœur du problème – que peu évoquent – est cette totale perte de confiance dans la société. Le pays semble en plein désarroi. Comment rétablir cette confiance ?

Il faut d'abord décliner un projet clair, porteur d'une vision et d'une ambition pour le pays. Non, pas pour l'immédiat, comme certains slogans électoraux – « *maintenant* », « *immédiatement* » – ont pu le proclamer, mais en donnant du rêve, en montrant à la population que cela est possible.